

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service risques et installations classées de Paris et  
des Hauts de Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 17 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CECILOR (préparation de catalyseurs)**

21 rue du Port  
ZI du Parc de l'Île  
92000 Nanterre

Références : 20230739  
Code AIOT : 0100037156

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'établissement CECILOR (préparation de catalyseurs) implanté 21 RUE DU PORT ZI du Parc de l'Île 92000 NANTERRE. L'inspection a été annoncée le 21/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de la demande déposée le 21/02/2022, et complétée le 14/11/2022, par la société Cécilor, en vue :

- d'être autorisée à exploiter des installations de préparation de catalyseurs colmatés ayant le statut de déchet dangereux (rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées) ;
- de reclasser les installations de préparation de catalyseurs colmatés ayant le statut de déchet non dangereux sous la rubrique 2713 au lieu de la rubrique 2791 ;

- de regrouper les activités exercées au 19, rue du Port (fonderie) et au 21, rue du Port (préparation de catalyseurs) sous un même acte préfectoral.

La visite des installations situées au 19, rue du Port fait l'objet d'un rapport séparé.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CECILOR (préparation de catalyseurs)
- 21 RUE DU PORT ZI du Parc de l'Île 92000 NANTERRE
- Code AIOT : 0100037156
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CECILOR exploite au 21, rue du Port à Nanterre des installations de préparation de catalyseurs usagés issus de raffineries, en vue de l'extraction des métaux précieux sur des sites tiers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative ;
- Rejets atmosphériques ;
- Importations de déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Implantation	Code de l'environnement du 04/12/2023, article R181-13	Séparation administrative des deux sites	Immédiat
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 6.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Légalité du transfert transfrontalier	Règlement européen du 14/06/2006, article 11	Lettre de suite préfectorale	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 04/12/2023, article R511-9	Sans objet
3	Implantation	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 2.*	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Implantation	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 2.2	Sans objet
5	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1	Sans objet
6	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.2	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 6.1	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 6.3	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
11	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	Sans objet
12	Soumission à notification préalable	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	Sans objet
13	Notification préalable	Règlement européen du 14/06/2006, article 4	Sans objet
14	Notification préalable	Règlement européen du 14/06/2006, article 4	Sans objet
15	Notification préalable	Règlement européen du 14/06/2006, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exploitées sont conformes à leur déclaration ICPE effectuée le 05/03/2013 (récépissé de déclaration du 29/08/2013).

Les rejets atmosphériques sont, sur la base des documents fournis, conformes à l'arrêté ministériel du 23/11/2011 relatif à la rubrique 2791.

L'exploitant ne stocke ou manipule dans l'atelier aucune matière combustible. Les distances d'éloignement applicables à ses rubriques ICPE apparaissent respectées. Toutefois, un contrôle du « data center » mitoyen devra être effectué afin de déterminer si des distances d'éloignement sont applicables au titre des activités exercées par ce dernier, et si elles sont respectées.

La réunion des ateliers du 19 et du 21 rue du Port sous le régime d'un seul acte préfectoral n'est pas possible, compte tenu de la configuration des lieux et de l'indépendance totale des deux ateliers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/12/2023, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au titre/au dossier de demande
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement des installations
<b>Constats :</b> <p>L'atelier a pour objet la préparation de catalyseurs colmatés issus de raffineries, ayant le statut de déchet non dangereux, en vue de l'extraction des métaux précieux par traitement (soit thermique, soit chimique) sur un site tiers.</p> <p>Les installations ont été déclarées en préfecture le 05/03/2013 et bénéficient d'un récépissé de déclaration du 29/08/2013 au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE relative au traitement de déchets dangereux. À noter qu'elles auraient pu être classées sous la rubrique 2713, les opérations consistant en des opérations regardables comme du tri et de la séparation, ne comportant pas d'étape qualifiable de traitement (cf. la note de la DGPR relative à la nomenclature des ICPE de gestion de déchets : <a href="https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Note_nomenclature_ICPE_dechets.pdf">https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Note_nomenclature_ICPE_dechets.pdf</a>)</p> <p>A noter également que l'atelier du 21, rue du Port est exploité depuis 2005 (déclaration en préfecture le 08/07/2005 relative à une activité de récupération de catalyseurs de pots d'échappement automobile, jugée non classable au titre ICPE à l'issue d'une visite d'inspection du 23/11/2005, courrier préfectoral du 13/01/2006).</p> <p>Les installations font par ailleurs l'objet d'une demande d'autorisation environnementale en date du 21/02/2022, complétée le 14/11/2022, visant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- à être autorisé à traiter des catalyseurs ayant le statut de déchet dangereux. Les opérations, incluant une étape supplémentaire de broyage (qualifiable de traitement au sens de la note précitée), relèveraient alors du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées, avec un flux maximal de 0,6 t/j ;</li><li>- à reclasser l'activité de préparation des catalyseurs non dangereux sous la rubrique 2713 ;</li><li>- à réunir l'activité de fonderie située au 19, rue du Port avec l'activité de préparation de catalyseurs colmatés située au 21, rue du Port.</li></ul> <p>Le jour de la visite, les installations étaient totalement à l'arrêt, du fait d'une situation de chômage technique faute de matières à traiter. En effet, le pôle national des transferts transfrontaliers de déchets (PNTTD) de la DGPR<sup>1</sup> a objecté, en septembre 2023, au transfert d'un lot de catalyseurs colmatés en provenance d'une raffinerie belge. Ce point est traité dans les fiches de constats n° 12 à 16 du présent rapport.</p> <p>Le jour de la visite, les installations apparaissaient conformes à leur récépissé de déclaration du 29/08/2013. Notamment, aucun stockage de catalyseurs ayant le statut de déchets dangereux n'a été constaté. L'exploitant précise que cette activité n'a pas débuté, dans l'attente de l'autorisation d'exploiter demandée le 21/02/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

1 Direction générale de la prévention des risques

## N° 2 : Implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/12/2023, article R.181-13
<b>Thème(s) :</b> Identification de la demande, Conformité au dossier de demande
<b>Prescription contrôlée :</b> La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants : [...] 2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ; [...] 4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement,
<b>Constats :</b> L'atelier occupe un tiers Nord d'un bâtiment situé au 21, rue du Port à Nanterre. Un autre tiers Sud-Est est occupé par une société d'ingénierie. Un troisième tiers Sud-Ouest est occupé par un « data center » relevant de la législation des installations classées (n° AIOT : 0007409067), autorisé par arrêté préfectoral du 12/07/2001 au titre des rubriques 2910 et 2920 de la nomenclature des installations classées et relevant aujourd'hui du régime de la déclaration contrôlée sous les rubriques 1185, 2910 et 2925 (antériorité reconnue par acte du 13/08/2019).

L'atelier de préparation des catalyseurs est totalement séparé de l'atelier de fonderie exploité au 19, rue du Port par la société Cecilor. Il s'agit d'un autre bâtiment. Il n'y a pas de flux de matières entre les deux ateliers. En outre, le « data center » est situé entre les deux.

Dans ces conditions (cf. point de contrôle n° 1), la réunion des deux ateliers sous le régime d'un seul arrêté d'autorisation n'apparaît pas possible.

**N.B.** le « data center » est potentiellement, en fonction des installations qu'il exploite, de leur configuration, et de sa situation administrative, lui-même soumis à des règles d'éloignement vis-à-vis de ses voisins dont la société Cecilor. Il est nécessaire de vérifier ce point lors d'une visite d'inspection spécifique.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Séparation administrative des deux sites

**Proposition de délais :** Immédiat

### N° 3 : Implantation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 2.\*

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté du 23/11/2011 ne comprend pas de dispositions d'éloignement.

**Constats :**

L'arrêté du 23/11/2011 (rubrique 2791-2 DC) ne comprend pas de dispositions d'éloignement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Implantation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée :**

L'installation ne surmonte pas et n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d'habitation.

**Constats :**

Conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 5 : Implantation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée :**

Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des

effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.

**Constats :**

Contrôle effectué dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale, en vue du reclassement de l'activité de préparation de catalyseurs non dangereux sous la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE.

Premier paragraphe : non applicable à la rubrique 2713.

Second paragraphe :

Il n'y a pas d'aire extérieure d'entreposage ou de manipulation de déchets.

Il n'y a pas d'aire de stationnement directement adossée aux installations. La plus proche est au Sud-Ouest à 8 m du bâtiment, du côté de la société d'ingénierie. Il est également techniquement possible de garer des véhicules légers le long de la chaussée à proximité de l'entrée du bâtiment au Nord Ouest, mais il ne s'agit pas à proprement parler d'une aire de stationnement ; la distance est de 6 m ; l'exploitant doit s'assurer que des véhicules ne se garent pas à cet endroit.

Le mur séparatif entre l'atelier de la société Cecilor et le data center est en parpaings.

L'exploitant indique qu'en ce qui le concerne, aucun produit combustible n'est présent dans son atelier.

**Type de suites proposées :** Sans suite (mais cf. point de contrôle n° 2)

**N° 6 : Implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée :**

L'installation n'est pas surmontée ni ne surmonte de locaux habités ou occupés par des tiers.

**Constats :**

Contrôle effectué dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale, en vue du reclassement de l'activité de préparation de catalyseurs non dangereux sous la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE.

Conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

**Prescription contrôlée :**

Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de



poussières ou de polluants (transport par tapis roulant, broyage, autres manipulations formant des poussières ou des dégagements gazeux...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejets sont en nombre aussi réduits que possible.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.

**Constats :**

Les installations sont équipées de dispositifs de captation des poussières (réception en sacs, filtres).

Les rejets sont canalisés, l'atelier comporte deux exutoires : "cribleur" et "broyeur".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites et conditions de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa), après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celles éventuellement nécessitées par les procédés utilisés.

L'installation est équipée de dispositifs de capotage, de captage et d'aspiration adaptés aux risques et permettant de respecter les valeurs limites d'émission précisées dans ce point.

L'exploitant de l'installation réalise une évaluation des émissions, à la mise en service de l'installation, pour chacun des polluants suivants. Cette évaluation est consignée dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.

Les valeurs ne dépassent pas les limites suivantes :

a) Poussières :

- si le flux horaire est inférieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières ;
- si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 40 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

b) Composés organiques volatils :

- si le flux horaire est supérieur à 2 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 110 mg/Nm<sup>3</sup>.

Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 50 mg par m <sup>3</sup> si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente ses derniers résultats de mesure, datés du 26/10/2021.</p> <p>Les flux de poussières du cribleur et du broyeur sont très faibles (de l'ordre du g/h). Les concentrations sont conformes à l'arrêté ministériel.</p> <p>Pour le cribleur, l'exploitant mesure également le plomb mais pas les COV.</p> <p>Pour le broyeur, l'exploitant mesure les COV, dont les flux sont faibles (de l'ordre de 5 g/h), et les concentrations conformes (en l'absence de VLE pour un tel flux). Il mesure également le plomb.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier l'absence de nécessité de la recherche des COV sur le cribleur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants mentionnés au point 6.2 est effectuée dans l'année qui suit la mise en service de l'installation puis tous les trois ans, selon les méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.</p>
<p><b>Constats :</b> Cf. point de contrôle précédent.</p> <p>Les dernières mesures datent du 29/09/2021.</p> <p>Le bureau d'études relève des écarts sur la mise en œuvre des normes de référence, mais sans impact sur la déclaration de conformité des résultats.</p> <p>De nouvelles mesures seront à réaliser en 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites et conditions de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> Contrôle effectué dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale.  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites et conditions de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : c) Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Pb) ;
<b>Constats :</b> Contrôle réalisé dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale.  Cf. aussi point de contrôle n°8.  Les flux de plomb sont faibles (cribleur : de l'ordre de 40 mg/h, broyeur : de l'ordre de 3 mg/h), il n'y a donc pas de VLE en concentration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Soumission à notification préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transfert transfrontalier de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Cadre de procédure général 1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants: a) s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets; b) s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés : i) les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle; ii) les déchets figurant à l'annexe IV A; iii) les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A; iv) les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.

<p>2. Sont soumis aux exigences générales en matière d'information fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés, si la quantité de déchets transférés est supérieure à 20 kilogrammes:</p> <p>a) les déchets figurant à l'annexe III ou III B;</p> <p>b) les mélanges, pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans l'annexe III, d'au moins deux déchets énumérés à l'annexe III, à condition que la composition de ces mélanges ne compromette pas leur valorisation dans le respect de l'environnement, et à condition que ces mélanges figurent à l'annexe III A, conformément à l'article 58.</p> <p>3. S'ils présentent l'une des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III de la directive 91/689/CEE, les déchets énumérés à l'annexe III sont soumis, dans des cas exceptionnels, aux dispositions qui leur seraient applicables s'ils figuraient à l'annexe IV. Ces cas sont traités conformément à l'article 58.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle (fiches de constats n° 12 à 16) porte sur une unique demande de mouvement transfrontière, datée du 11/09/2023, relative à un lot de catalyseurs colmatés contenant du platine, en provenance d'une raffinerie située en Belgique. Cf. Notification et document de mouvement n° BE0001013530.</p> <p>Les catalyseurs usagés épurés contenant des métaux précieux sont visés à l'annexe IX partie B1, n° B1130, de la Convention de Bâle ("liste B"). A ce titre, ils ne sont pas soumis à une interdiction d'exporter.</p> <p>Ils sont à ce titre visés à l'annexe III du règlement 1013/2006 du 14/06/2006 ("liste verte"), et à ce titre soumis aux exigences générales en matière d'information.</p> <p>Toutefois, ils sont aussi visés à l'annexe IV A du règlement 1013/2006 du 14/06/2006, et à ce titre soumis à la procédure de notification et de consentement écrit préalables.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 13 : Notification préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transfert transfrontalier de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le notifiant a l'intention de transférer des déchets visés à l'article 3, paragraphe 1, point a) ou b), il adresse une notification écrite préalable à l'autorité compétente d'expédition, qui la relaie et, s'il procède à une notification générale, il se conforme à l'article 13.</p> <p>Les notifications doivent répondre aux exigences suivantes:</p> <p>1) Documents de notification et de mouvement :</p> <p>La notification est effectuée au moyen des documents suivants:</p> <p>a) le document de notification figurant à l'annexe I A; et</p> <p>b) le document de mouvement figurant à l'annexe I B.</p> <p>Pour procéder à une notification, le notifiant remplit le document de notification et, le cas échéant, le document de mouvement.</p>

<p>Lorsque le notifiant n'est pas le producteur initial au sens de l'article 2, point 15, a), i), le notifiant veille à ce que ledit producteur ou une des personnes visées à l'article 2, point 15, a), ii) ou iii), lorsque cela est matériellement possible, signe également le document de notification figurant à l'annexe I A.</p> <p>Le document de notification et le document de mouvement sont délivrés au notifiant par l'autorité compétente d'expédition.</p> <p>2) Informations et documents accompagnant les documents de notification et de mouvement:</p> <p>Le notifiant inscrit sur le document de notification ou y annexe les informations et les documents énumérés à l'annexe II, partie 1. Le notifiant inscrit dans le document de mouvement ou y annexe les informations et les documents énumérés à l'annexe II, partie 2, dans la mesure du possible au moment de la notification.</p> <p>Une notification est considérée comme étant en bonne et due forme lorsque l'autorité compétente d'expédition constate que le document de notification et le document de mouvement ont été remplis conformément au premier alinéa.</p> <p>3) Informations et documents supplémentaires:</p> <p>Si une des autorités compétentes concernées en fait la demande, le notifiant est tenu de fournir des informations et des documents supplémentaires. Une liste des informations et des documents supplémentaires susceptibles d'être réclamés est établie à l'annexe II, partie 3.</p> <p>Une notification est considérée comme étant en bonne et due forme lorsque l'autorité compétente de destination constate que le notifiant a rempli le document de notification et le document de mouvement et fourni les informations et les documents énumérés à l'annexe II, parties 1 et 2, ainsi que toute information et tout document supplémentaire demandé conformément au présent paragraphe et figurant à l'annexe II, partie 3.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le document de notification et le document de mouvement, en langue néerlandaise, ont bien été complétés et adressés à l'autorité compétente d'expédition, l'Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij (OVAM), et relayée à l'autorité compétente de réception, le PNTTD.</p> <p>Les informations prévues par l'annexe II, parties 1 et 2 du règlement 1013/2006 du 14/06/2006 y sont annexées, en particulier le contrat liant l'expéditeur (TotalEnergies Refinery Antwerp NV) et le destinataire (Cecilor) et la preuve de l'existence d'une garantie financière.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 14 : Notification préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transfert transfrontalier de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4) Conclusion d'un contrat entre le notifiant et le destinataire:</p> <p>Le notifiant conclut un contrat avec le destinataire, conformément aux modalités définies à l'article 5, concernant la valorisation ou l'élimination des déchets notifiés.</p> <p>La preuve de l'existence de ce contrat ou une déclaration certifiant son existence conformément à l'annexe I A doit être fournie aux autorités compétentes concernées au moment de la notification. Le notifiant ou le destinataire fournit, à la demande de l'autorité compétente concernée, une copie du contrat ou une preuve de l'existence de celui-ci jugée suffisante par ladite autorité.</p>

<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Notification préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transfert transfrontalier de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> 5) Souscription d'une garantie financière ou d'une assurance équivalente: Une garantie financière ou une assurance équivalente est souscrite selon les modalités définies à l'article 6. Une déclaration à cet effet est établie par le notifiant en remplissant la partie correspondante du formulaire de notification figurant à l'annexe I A. La garantie financière ou l'assurance équivalente (ou la preuve de son existence ou une déclaration certifiant son existence si l'autorité compétente se satisfait d'une telle preuve) est fournie en tant qu'élément du document de notification au moment de la notification ou, si l'autorité compétente y consent au titre de la législation nationale, dans un délai donné avant que le transfert commence.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Légalité du transfert transfrontalier**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transfert transfrontalier de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. En cas de notification concernant un transfert envisagé de déchets destinés à être éliminés, les autorités compétentes de destination et d'expédition peuvent, dans les trente jours suivant la date de transmission de l'accusé de réception par l'autorité compétente de destination conformément à l'article 8, formuler des objections motivées en se fondant sur l'un au moins des motifs suivants, conformément au traité:  [...] <p>b) le transfert ou l'élimination prévu ne serait pas conforme aux dispositions législatives et réglementaires nationales en matière de protection de l'environnement, d'ordre public, de sécurité publique ou de protection de la santé concernant des actions qui ont lieu dans le pays objectant;</p> <p>[...]</p> <p>j) les déchets concernés ne seront pas traités conformément aux normes légales de protection de l'environnement fixées par la législation communautaire en ce qui concerne les opérations d'élimination, également lorsque des dérogations temporaires sont accordées.</p>
<b>Constats :</b> En application du point 20. de la partie 1 de l'annexe II du règlement 1013/2006, le notifiant a précisé que les catalyseurs usagés seraient valorisés chez le destinataire, de la façon suivante : <i>"R08 Pyrometallurgical precious metal recuperation"</i>

*"The refining of the lot by a hydrometallurgical process (water jacket). The principle is to melt the waste under temperatures between 2.500 and 3.000 °C. The oven is surrounded by coils of cold water to ensure constant cooling."*

L'autorité compétente de destination, le pôle nationale des transferts transfrontaliers de déchets (PNTDD), a objecté au transfert, dès lors que la société Cecilor n'est pas connue pour disposer d'une autorisation pour le traitement thermique des déchets.

Un tel classement ICPE ne résulte en effet pas de son titre actuel (récépissé du 29/08/2013 sous la rubrique 2791), ni ne sera obtenu au terme de la procédure d'autorisation environnementale en cours, qui ne vise que les rubriques 2713 et 2790, et pas les rubriques 277x.

Toutefois, la société Cecilor ne procède à Nanterre qu'à une préparation des catalyseurs sous la rubrique 2791 (pour les catalyseurs non dangereux) ou, à l'avenir, lorsque l'autorisation environnementale aura été obtenue, de la rubrique 2713 (pour les catalyseurs non dangereux) et de la rubrique 2790 (pour les catalyseurs dangereux). Le traitement thermique destiné à extraire les métaux précieux ayant lieu sur un autre site en Italie. Lorsque c'est pertinent, les catalyseurs usagés préparés chez Cecilor peuvent être expédiés en Allemagne pour un traitement chimique. Cecilor procède alors à une nouvelle notification.

Par ailleurs, le notifiant fournit une attestation du caractère non dangereux du lot de catalyseurs usagés expédiés vers la société Cecilor, ce qui est compatible avec la rubrique 2791.

La notification apparaît donc mal renseignée, et le problème est seulement d'ordre administratif. Sur le fond, rien ne s'oppose au transfert du lot de déchets faisant l'objet de la notification n° BE0001013530.

L'exploitant est invité à prendre contact avec le notifiant et, si nécessaire, le PNTTD, afin qu'il soit procédé à une notification régulière au titre du règlement 1013/2006 du 14/06/2006.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois